

Emmanuel Todd : "La crétinisation des mieux éduqués est extraordinaire"

Pour l'historien Emmanuel Todd, la vraie fracture n'est aujourd'hui plus sociale, mais éducative. Et la démocratie est vouée à disparaître en Europe.



Emmanuel Todd dans son bureau-bibliothèque. Photo Roberto Frankenberg pour Libération

Emmanuel Todd : "La crétinisation des mieux éduqués est extraordinaire"

Il dit avoir voulu "revenir au plaisir de l'observation historique". Mais avec Où en sommes-nous ? (Seuil), l'historien et démographe Emmanuel Todd se fait aussi le chroniqueur - pessimiste - de notre actualité, qu'il entend replacer dans le temps long.

"Notre modernité, écrit-il, ressemble fort à une marche vers la servitude."

► A lire aussi **Todd, le divan d'un monde** par Cécile Daumas et Sonya Faure

Trump, Brexit, Macron. Vous analysez les bouleversements au sein des démocraties moins comme les résultats d'une fracture sociale que d'une fracture éducative...

► Nous vivons une phase décisive : l'émergence pleine et entière d'une nouvelle confrontation fondée sur les différences d'éducation. Jusqu'ici, la vieille démocratie reposait sur un système social fondé sur l'alphabétisation de masse mais très peu de gens avaient fait des études supérieures. Cela impliquait que les gens d'en haut s'adressaient aux gens simples pour exister socialement - même les dominants et même la droite. On a cru que la propagation de l'éducation supérieure était un pas en avant dans l'émancipation, l'esprit de Mai 68 finalement. Mais on n'a pas vu venir le fait que tout le monde n'allait pas faire des études supérieures : selon les pays, entre 25 % et 50 % des jeunes générations font des études supérieures, et dans la plupart d'entre eux leur nombre commence à stagner. Les sociétés ont ainsi adopté une structure éducative stratifiée. "En haut", une élite de masse (en gros, un tiers de la population) qui s'est repliée sur elle-même : les diplômés du supérieur sont assez nombreux pour vivre entre eux.

Symétriquement, les gens restés calés au niveau de l'instruction primaire se sont aussi repliés. Ce processus de fragmentation sociale s'est généralisé au point de faire émerger un affrontement des élites et du peuple. La première occurrence de cet affrontement a eu lieu en France en 1992 lors du débat sur Maastricht. Les élites "savaient", et le peuple, lequel ne comprenait pas, avait voté "non". Ce phénomène de fracture éducative arrive à maturité.

La lutte des classes sociales est remplacée par la lutte entre les classes éducatives ?

► Oui, même si revenus et éducation sont fortement corrélés. La meilleure variable pour observer les différences entre les groupes est aujourd'hui le niveau éducatif. Les électeurs du Brexit, du FN ou de Trump sont les gens d'en bas (même si le vote Trump a été plus fort qu'on ne l'a dit dans les classes supérieures), qui ont leur rationalité : la mortalité des Américains est en hausse, et même si les économistes répètent que le libre-échange, c'est formidable, les électeurs pensent le contraire et votent pour le protectionnisme.

Les trois grandes démocraties occidentales ont réagi différemment à cet affrontement entre élite et peuple...

► En Grande-Bretagne, il s'est passé un petit miracle : le Brexit a été accepté par les élites, et le Parti conservateur applique le vote des milieux populaires.

C'est pour moi le signe d'une démocratie qui fonctionne : les élites prennent en charge les décisions du peuple. Ce n'est pas du populisme car le populisme, c'est un peuple qui n'a plus d'élites. David Goodhart, le fondateur de la revue libérale de gauche Prospect, parle de "populisme décent", une magnifique expression.

Les Etats-Unis sont, eux, dans une situation de schizophrénie dynamique. Les milieux populaires, furibards et peu éduqués, ont gagné l'élection, une partie des élites l'a acceptée (Trump lui-même fait partie de l'élite économique et le Parti républicain n'a pas explosé) mais l'autre moitié de l'Amérique avec l'establishment la refuse. C'est un pays où règne donc un système de double pouvoir : on ne sait plus qui gouverne.

En France, nous sommes dans une situation maximale de représentation zéro des milieux populaires. Le FN reste un parti paria, un parti sans élites. Le débat du second tour entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron en a été la parfaite mise en scène. A son insu, Marine Le Pen a exprimé l'état de domination intellectuelle et symbolique de son électorat qui est, de plus en plus, peu éduqué, populaire, ouvrier. La dissociation entre les classes sociales est à son maximum. L'absence de solidarité entre les groupes sociaux est typique de la dissociation d'une nation.

La France insoumise est-elle une tentative de renouer le contact entre élite et peuple ?

► Elle est le phénomène électoral intéressant de cette dernière élection. Il m'intéresse d'autant plus que je n'y croyais pas du tout ! Les électeurs de Mélenchon sont jeunes comme ceux du FN. Mais ce qui est vraiment original dans l'électorat de Mélenchon, c'est son caractère transclassiste. Ouvriers, employés, professions intermédiaires, diplômés du supérieur : toutes les catégories sociales y sont représentées. En ce sens, les progrès de La France insoumise ne seraient pas une nouvelle forme de gauchisme, mais exactement l'inverse : une certaine forme de réconciliation des catégories sociales et éducatives françaises. Reste à savoir si Mélenchon a dans la tête ce qu'il faut pour gérer une telle réconciliation.

Et Emmanuel Macron ?

► On ne peut pas savoir ce qu'il y a dans la tête de Macron : il est jeune et trop instable, son parcours professionnel l'a montré. Il est pour l'instant sur une trajectoire de conformisme absolu. Réformer, flexibiliser, accepter la gestion allemande de la monnaie... une direction qui amène inévitablement à un ou deux points de chômage supplémentaires en fin de quinquennat.

Pour Macron, poursuivre dans cette voie, c'est accepter de disparaître politiquement à 40 ans. Une hollandisation éclair.

Vous êtes un homme de gauche, comment voyez-vous sa situation aujourd'hui ?

► Je ne suis pas très optimiste ! L'une des grandes faiblesses de la science politique est de réfléchir aux citoyens comme à des êtres abstraits. Mais quand on décrypte, comme je le fais, des variables sociologiques, on arrive à la conclusion qu'il existe un subconscient inégalitaire dans notre société.

La stratification éducative, je l'ai dit, a provoqué une fermeture du groupe des éduqués supérieurs sur lui-même. La crétinisation politico-sociale des mieux éduqués est un phénomène extraordinaire. Le vieillissement de la population va aussi dans le sens d'une préférence pour l'inégalité.

Que devient la démocratie quand les gens sont en moyenne beaucoup plus âgés et riches ? Dans le logiciel de La France insoumise, il y a la révolte. Mais des révolutions au sens mélenchoniste dans un pays où l'âge médian de la population atteint les 40 ans, je n'en ai jamais vu. Les peuples qui font des révolutions ont 25 ans d'âge médian. La société française semble dans une impasse.

Vous êtes de plus en plus critique sur l'Europe. Dans votre livre, vous craignez une dérive autoritaire du continent...

► Je suis arrivé au bout de ma réflexion. Comment exprimer ces choses-là gentiment... Je ne veux surtout plus adopter la posture du mec arrogant. Que se passe-t-il en Europe ? L'Allemagne meurt démographiquement mais elle conserve un niveau d'efficacité économique et politique prodigieux. Elle a pris le contrôle de la zone euro. Je pense que les historiens du futur parleront du choix de l'euro comme d'une option stratégique inimaginable. Comme de la ligne Maginot en 1940. L'euro ne marche pas, mais il s'est installé dans les esprits pour des raisons idéologiques, et on ne peut pas en sortir. Autour de l'Allemagne, les pays latins sont en train de dépérir, avec des taux de chômage ahurissants, et les pays de l'Europe de l'Est ont vu chuter leur taux de natalité, signe d'une grande angoisse. Les inégalités sont plus fortes au sein de l'espace économique et social européen - entre les revenus allemands et roumains - qu'au sein du monde anglo-saxon qu'on dénonce toujours comme étant le summum de l'inégalité.

Mais le but de l'Union est, à terme, de faire converger les conditions de vie...

► Les gouvernements élus dans les pays faibles ne peuvent plus changer les règles. Mais est-ce une surprise ? Il faut étudier l'inconscient des sociétés européennes : il y a, dans la zone euro, une prédominance de régions dont la structure familiale traditionnelle était la famille souche, ce système paysan dans lequel on choisissait un héritier unique, et dont les valeurs étaient inégalitaires, autoritaires. Au fond, mon analyse des couches subconscientes de l'Europe retombe sur un lieu commun historique : qui, dans les années 30, aurait décrit l'Europe continentale comme le lieu de l'épanouissement de la démocratie libérale ? Les berceaux de la démocratie sont le monde anglo-saxon et le Bassin parisien. Pour le reste, les contributions modernes à la politique de la zone euro, c'est Salazar, Pétain, Franco, Hitler, Dollfuss...

Est-ce que ça condamne l'idéal européen ?

► Compte tenu du potentiel anthropologique et post-religieux de l'Europe continentale, il aurait été ridicule de s'imaginer qu'après le repli anglo-américain de la zone, car c'est cela qu'on vient de vivre sur le plan géopolitique, une réelle démocratie pourrait perdurer. Ce qui réémerge aujourd'hui, ce sont les traditions propres du continent européen, et elles ne sont pas propices à la démocratie libérale. La France pourrait porter des valeurs démocratiques et égalitaires... mais la France n'est plus autonome.

Le risque pour l'Europe, c'est l'autoritarisme ?

► Même si la démocratie disparaît, ça ne veut pas dire qu'on va vers le totalitarisme, ni qu'on perd la liberté d'expression, et que la vie devient insupportable pour tout le monde.

Mais ce qui est insupportable dans le stade post-démocratique actuel, c'est que la vie reste plutôt agréable pour les gens d'en haut tandis qu'une autre partie de la population est condamnée à la marginalité. Peut-être que le système explosera. Peut-être que la France retrouvera son autonomie et, comme les Britanniques, une façon de reformer une nation, avec ce que ça suppose de solidarité entre les classes sociales.

Vous intervenez aujourd'hui en tant qu'historien, polémiste ?

► Je suis beaucoup intervenu, parfois de manière polémique, dans le débat public. Mais, avec ce livre, j'ai voulu revenir au plaisir de l'observation historique, sans prendre partie. Je suis à la fois un citoyen qui s'énerve parce que je suis toujours dans le camp des perdants, et qu'à force, c'est agaçant, mais je suis aussi un historien. Et ce qui est bien, c'est que même quand le "citoyen" perd, l'histoire, elle, continue.

Je pense que la démocratie est éteinte en Europe. Le gros de l'histoire humaine, ce n'est pas la démocratie. L'une de ses tendances lourdes est au contraire l'extinction de la démocratie. En Grèce, en France, les gens votent, et tout le monde s'en moque. Pour un citoyen, c'est tout de même embêtant. Pour un Français qui se pense français, c'est carrément humiliant.

Mais un historien sait qu'il y a une vie après la démocratie.

Sonya Faure, Cécile Daumas